



SÉMINAIRE RÉGIONAL

FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ DANS LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISTE VIOLENT EN AFRIQUE

Dakar les 9 et 10 octobre 2017

RAPPORT

A l'heure actuelle, l'Afrique est sous l'emprise de l'escalade de l'extrémisme violent. Les attaques perpétrées par des groupes extrémistes violents se multiplient et sont une contrainte qui porte gravement atteinte aux enjeux de société : la paix et la sécurité, l'exercice des droits de l'homme, le développement etc.

Quoique importantes, les réponses sécuritaires à elles seules sont insuffisantes et ne permettront pas de s'attaquer aux nombreux facteurs qui produisent et coproduisent l'extrémisme violent et inscrivent ses actions sur la durée. Le réalisme impose de convenir qu'un seul type de solution ne saurait répondre à un problème multifactoriel.

Ce préalable indispensable à toute action efficace face à la violence extrémiste a conduit le Secrétaire général des Nations Unies à souligner dans le «Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent» du 24 décembre 2015, la nécessité d'adopter une approche plus globale avec des mesures de prévention qui abordent les causes de l'extrémisme violent, qu'elles soient politiques, sociales, économiques ou militaires.

C'est sous ce prisme panoptique que s'inscrivent les deux premières éditions des Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent tenues à Dakar en juin 2016, et à N'Djamena en juin 2017.¹ Lors de ces rencontres, le rôle spécifique des Forces de défense et de sécurité (FDS), a été bien souvent abordé.

En effet, il était constaté que si les forces de défense et de sécurité sont des acteurs essentiels de la stabilisation face à la violence armée, leur comportement peut devenir source de problèmes, notamment lorsque le déploiement des forces s'accompagne d'exactions.

Il a aussi été reconnu que ce phénomène de violence extrémiste pose aux responsables et aux membres des Forces de défense et de sécurité des défis qu'ils ne sont pas forcément préparés à assumer.

Enfin, les Conversations ont exprimé la conviction que les Forces de défense et de sécurité ont un véritable rôle à jouer dans la prévention de l'extrémisme violent.

Elles peuvent le faire en s'ouvrant à un diagnostic des problèmes de violence extrême partagé avec tous les acteurs concernés, en défendant l'idée qu'au cœur de la sécurité se trouve la sécurité de l'être humain, et en ouvrant le dialogue avec ceux qu'elles défendent – les citoyens et les populations – sur ces défis et sur les solutions à apporter.

C'est donc logiquement qu'il a paru important de poursuivre et d'approfondir les échanges régionaux en construisant le séminaire régional dont ce rapport général reflète les principaux résultats autour de l'importance du rôle des Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent. En effet, la mission de protection donnée aux Forces de défense et de sécurité, ne se situe pas seulement à un niveau de réaction (en aval).

Elle s'inscrit également et surtout dans une démarche d'anticipation qui en garantit la rapidité et l'efficacité (en amont).

Les questions qui se posent alors, et qui furent au cœur du séminaire, sont les suivantes :

- les Forces de défense et de sécurité ont-elles un rôle dans les différents aspects de la prévention de l'extrémisme violent ? Comment ce rôle se définit-il en relation avec l'Etat, les acteurs de la société civile ainsi que les populations ?

- comment faciliter et promouvoir la création d'espaces de dialogue propices à une synergie d'actions en vue de prévenir l'extrémisme violent ? Comment développer une panoplie d'actions avec toutes les parties prenantes : gouvernements, société civile, Forces de défense et de sécurité et groupes armés ?

- quels sont les outils et les mécanismes de collaboration et de partenariat entre les Forces de défense et de sécurité et les acteurs de la société civile afin de prévenir l'extrémisme violent ?

Le présent rapport fait la lumière sur la méthodologie adoptée, la substance des travaux, les principales leçons apprises, propositions et recommandations et la mise en perspective du séminaire régional de Dakar sur la prévention de l'extrémisme violent en Afrique.

1. « Investir dans la Paix et la Prévention de la Violence au Sahel-Sahara : Deuxièmes Conversations régionales sur le Plan d'action du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent » (IPI – UNOWAS - DFAE suisse, N'Djamena, Tchad, 31.05-1.06.2017) <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/08/IPI-E-RPT-Chad-Meeting-NoteFrench.pdf>

« Investir dans la Paix et la Prévention de la Violence en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel : Conversations sur le Plan d'action du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent »(IPI – UNOWAS - DFAE suisse, Dakar, 27-28.06.2016) https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2016/09/1609_Investing-in-Peace-FRENCH.pdf

I Méthodologie

Organisé par le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) du Sénégal, et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse sous le thème : « **Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique** », le séminaire a réuni cinquante-neuf participants anglophones et francophones issus de seize pays d'Afrique de l'Ouest et centrale. Ils provenaient d'horizons très divers : représentants des Forces de défense et de sécurité (FDS), élus, administrateurs, femmes, jeunes, réseaux de la société civile, organisations régionales, centres de recherche et de formation et personnes ressources.

Tenu sur deux (02) jours, le séminaire a adopté une méthode de travail permettant de concilier les exigences de sincérité et d'exhaustivité des débats avec celles de célérité des assises.

Dans cette perspective, le séminaire s'est articulé autour de trois (03) plénières introductives dont les thèmes ont été approfondis en groupes de travail, favorisant ainsi le partage d'expériences, l'échange de points de vue et l'expression de recommandations.

II État de la substance des travaux

La rencontre a été structurée autour des thèmes spécifiques suivants : (1) la prévention de l'extrémisme violent en Afrique : état des lieux et concepts ;(2) forces de défense et de sécurité (FDS) et acteurs civils dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique : pratiques, défis et opportunités ; (3) la prévention de l'extrémisme violent : Quelle synergie d'actions en Afrique ?

II.1 La prévention de l'extrémisme violent en Afrique : état des lieux et concepts

Après avoir fait l'état des lieux de la situation sécuritaire et des réponses existantes, les participants ont apporté des précisions sur les concepts de sécurité humaine et de prévention de l'extrémisme violent.

a) Etat des lieux de la situation sécuritaire et des réponses apportées à l'extrémisme violent Partant du constat que la violence extrême ne naît pas ex nihilo, le séminaire a souligné qu'elle puise ses racines dans le contexte sécuritaire actuel du continent africain.

Les données utiles à la présentation rapide du contexte général du continent peuvent se résumer aux suivantes : gouvernance exclusive et conflits post-électoraux ; pauvreté multifactorielle, démographie galopante ; problèmes de santé liés à l'émergence et la multiplication des maladies transmissibles et non transmissibles ; sécurité physique mise à l'épreuve à cause des conflits communautaires, de la criminalité transnationale, des trafics d'armes et de drogue ; destruction des productions agricoles due à la récurrence des conflits ; désœuvrement de la jeunesse etc.

Ces données sécuritaires péjoratives sont autant de raisons politiques, sociales, humaines et même humanitaires qui conduisent les communautés humaines à produire, coproduire et reproduire la violence dans ses dimensions les plus extrêmes.

Jusqu'ici, les réponses apportées à l'extrémisme violent sont majoritairement restées sécuritaires. Locale, nationale, régionale et même continentale, l'approche sécuritaire, en dépit de ses multiples atouts ne peut endiguer la violence extrémiste, car la violence, opposée à la violence, ne peut résoudre la violence. En outre, les ripostes des forces de défense et de sécurité, loin de réduire l'offensive des extrémistes violents peuvent au contraire les stimuler. Quand l'armée se comporte en terrain conquis, sans respect pour ceux qu'elle vient défendre, quand le rôle et le mandat des comités de vigilance n'est pas défini clairement, quand le renseignement obtenu auprès des communautés est utilisé à mauvais escient, les problèmes se multiplient.

Par ailleurs, les Forces de défense et de sécurité, se trouvent bien souvent démunies face à l'ampleur de la tâche : Primo, l'effort des Forces de défense et de sécurité est encore trop souvent pensé comme devant porter sur la réponse immédiate à la violence armée des extrémistes.

Secundo, les Forces de défense et de sécurité sont loin d'être une entité homogène et imperméable. Chacune de ses composantes a une histoire et un vécu dans le milieu où elle opère.

Tertio, elles ne sont pas les seules dépositaires des réponses que nécessite l'extrémisme violent. Elles ne peuvent assumer les rôles civils, politiques ou économiques dévolus à d'autres acteurs, qui, s'ils ne sont pas assumés en même temps que la réponse sécuritaire, peuvent rendre celle-ci illusoire.

En conséquence, faire face à l'extrémisme violent ne doit plus être la chasse gardée des Forces de défense et de sécurité. Faire face aux défis sécuritaires en Afrique impose la mise en symbiose des approches sécuritaires et des dividendes qu'offrent la sécurité humaine et la prévention.

b) Précisions sur les concepts de sécurité humaine et de prévention de l'extrémisme violent

Largo sensu, la sécurité humaine concerne les menaces violentes et classiques comme la guerre et la violence armée, mais elle englobe aussi les menaces contre le développement, la santé, la pauvreté et l'environnement. Stricto sensu, le concept demeure centré sur l'individu, mais en intégrant plus de domaines que la sécurité classique.²

C'est sous ce second aspect que la sécurité humaine a été abordée par les participants. Ils ont placé l'homme et la femme, l'enfant et le vieillard, les communautés, au cœur des efforts collectifs et individuels de paix et de sécurité. La place centrale de l'individu dans la spirale de la violence est souvent oubliée, et les réponses apportées pour le protéger semblent souvent bien éloignées de cet objectif d'humanité, au point que certains acteurs considèrent les « dégâts collatéraux » que subissent les populations comme secondaires, ou jugent les acteurs de l'extrémisme violent comme « hors humanité » ou comme des monstres. Alors que ceux-là et ceux-ci sont souvent des parents, des voisins, des membres de communautés, des êtres vivants avec un passé et une vision particulière de leur avenir.

Sans se hasarder à une définition de la prévention de l'extrémisme violent, le séminaire a mis en exergue une évidence partagée : la compréhension de la prévention de l'extrémisme violent est tributaire de l'environnement social, économique, politique, culturel et du contexte sécuritaire, mais surtout des différentes perceptions des acteurs. Dès lors, la construction d'une relation symbiotique entre les différents acteurs devient indispensable. L'engagement de la société dans son ensemble, dirigeants politiques, administrateurs, Forces de défense et de sécurité, société civile (hommes, femmes, jeunes, ONGs), autorités religieuses et traditionnelles, médias, secteur privé, chercheurs, organisations régionales et internationales, etc. est nécessaire.

²Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Délégation aux droits de l'homme et à la démocratie, Sécurité humaine : clarifications du concept et approches par les organisations internationales. Quelques repères, Document d'information, janvier 2006, p. 5.

Pour conforter cet « esprit de corps » entre tous les secteurs de la société, les relations entre Forces de défense et de sécurité et les populations sont appelées à évoluer. Ces dernières sont reconnues par les autorités comme la meilleure protection contre la violence. Leur coopération est devenue urgente et indispensable avec une analyse de l'extrémisme violent selon des prismes qui leur sont propres. En effet, les concepts de radicalisation ou de terrorisme djihadiste trouvent peu d'écho au sein des populations de la région sahélo-saharienne, au contraire des questions de gouvernance, de quête identitaire, de participation politique, de perspectives socio-économiques et de comportements décents des Forces de défense et de sécurité. En outre, sans l'appui des populations, groupes armés extrémistes ne sont rien. Ainsi, dialoguer avec les populations, c'est aussi prendre le risque, ou plutôt créer l'opportunité, d'ouvrir des passerelles de dialogue avec les extrémistes violents.

Le respect des populations, l'écoute honnête de leurs besoins, la confiance mutuelle entre celles-ci et les Forces de défense et de sécurité ainsi que l'effort continu de dialoguer à tous les échelons relationnels, du familial au politique, du civil au militaire, sont l'a priori de la mise en place de solutions viables.

II.2 Forces de défense et de sécurité (FDS) et acteurs civils dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique : pratiques, défis et opportunités

L'évaluation des défis à relever a été précédée de la présentation d'exemples concrets d'implication des Forces de défense et de sécurité et des acteurs civils dans la prévention de l'extrémisme violent.

a) Partage d'expériences concrètes de l'implication des forces de défense et de sécurité et des acteurs civils dans la prévention de l'extrémisme violent

Si l'implication des Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent paraît assez timide au regard des pratiques actuelles, l'expérience et les initiatives du Burkina Faso témoignent par exemple déjà d'une véritable volonté de leur implication dans la prévention de l'extrémisme violent. Ces dernières apparaissent en effet comme un maillon indispensable dans la conduite de certaines actions de prévention qu'on pourrait regrouper en quatre grands axes.

Le besoin de l'Etat et de l'Etat de droit :

Un préalable à l'établissement de la sécurité est la présence de l'Etat dans la vie des populations et l'existence d'un Etat de droit. Afin de construire un climat favorable à la lutte contre l'insécurité et la dégradation de la cohésion sociale, les curricula de formation de Forces de défense et de sécurité du Burkina Faso intègrent désormais le droit International Humanitaire (DIH) et droits spécifiques comme les Droits de l'Enfant avec la constitution de pool d'instructeurs à cet effet. Des structures de contrôle (police des polices) sont mises en place pour moraliser le comportement des Forces de défense et de sécurité, des unités spéciales sont créées (ONASIM, CNLD, ANR, police municipale etc.) pour répondre au besoin de professionnalisation des hommes et de répartition judicieuse des tâches et pour garantir une exécution exemplaire des missions.

L'implication des populations : même si le chemin à parcourir reste encore long en matière de participation citoyenne, il faut dire que dans l'optique d'informer les populations sur les différentes décisions administratives en matière de sécurité, des passerelles de communication entre les Forces de défense et de sécurité et la presse sont établies via les services de communication des différentes organisations.

La résilience face à l'extrémisme violent : le comportement des Forces de défense et de sécurité est important à travers la conduite de la riposte face aux actions des extrémistes violents. A la vérité la qualité de la riposte renforce la capacité des populations à résister face aux pressions multiples des extrémistes violents, dissipe la crainte des représailles, établit et maintient un climat de compréhension et de confiance mutuelle entre les populations et les Forces de défense et de sécurité et renforce la collaboration entre ces deux acteurs. A cet effet, en plus des initiatives comme le « G5 Sahel », des réformes sont en cours dans la plupart des pays du Sahel en vue d'adapter la capacité de riposte des Forces de défense et de sécurité à la menace de l'extrémisme violent.

La coopération/coordination civilo-militaire : furent par exemple relevés à cet égard, la tenue de journées portes ouvertes sur les Forces de défense et de sécurité, la formalisation des services de communication en leur au sein ainsi que les débats interactifs sur les grandes questions sécuritaires, qui permettent de mieux communiquer avec les populations.

En sus, des actions communautaires d'intérêt social menées par les Forces de défense et de sécurité à l'égard des populations (consultations familiales dans les dispensaires, fourniture d'eau potable, aide au franchissement, etc.) renforcent leurs notoriété, image et réputation et permettent d'entretenir les relations fructueuses et durables entre civils et militaires.

In fine, les modalités de recrutement au sein des Forces de défense et de sécurité qui permettent une représentation équitable de toutes les communautés favorisent la mise sur pied d'une armée plus inclusive, plus représentative de la diversité de la société et plus susceptible d'être en phase avec les populations.

Ces dynamiques développées par les Forces de défense et de sécurité sont renforcées par les actions des acteurs de la société civile, des structures de recherche qui analysent le phénomène de l'extrémisme violent du point de vue des acteurs impliqués. Ainsi, l'ISS³ a abouti aux conclusions suivantes :

- Des facteurs qui n'ont rien d'économique, de religieux ou d'idéologique expliquent la présence de jeunes dans les rangs des groupes armés djihadistes au Mali ;
- La volonté de se protéger, de protéger sa famille, sa communauté ou son activité économique apparaît comme un des facteurs importants d'engagement ;
- Dans la plupart des cas, il y a une imbrication des facteurs ; il est donc vain de rechercher un seul et unique motif d'adhésion ;
- Il importe d'analyser de façon détaillée les réalités locales à l'origine de l'engagement des jeunes et de résister à la tentation d'appliquer les conclusions à d'autres contextes ;
- Les notions actuellement en vogue de « radicalisation », de « dé-radicalisation » et d'« extrémisme violent » doivent être utilisées avec prudence car elles peuvent engendrer l'élaboration de réponses inadéquates.

b) Défis à relever

« On ne combat pas les idéologies avec des fusils, on les combat avec de meilleures idées – une vision plus attrayante et convaincante »⁴.

Pour opérationnaliser une telle vision, les Forces de défense et de sécurité, les civils et tous les autres acteurs impliqués dans la prévention de l'extrémisme violent doivent saisir les opportunités qui s'offrent à eux pour relever plusieurs défis. Il s'agit entre autres de :

- Former, éduquer, sensibiliser et encadrer les populations afin de favoriser la participation citoyenne. Des programmes éducatifs devraient être conçus à cet effet et les organisations de la société civile devraient contribuer efficacement à la participation citoyenne dans la gouvernance sécuritaire en renforçant l'information des populations sur les différentes décisions administratives en matière de sécurité.
- Instaurer une gouvernance démocratique légitime qui facilite la participation citoyenne à la gestion de l'action publique, garantit le contrôle citoyen et octroie des chances aux populations d'avoir accès aux ressources. Cela nécessite l'intégration des préoccupations des jeunes et des femmes dans les politiques publiques.
- Créer des programmes spécifiques à effets rapides. Au Burkina Faso par exemple, le gouvernement a adopté en juin 2017, un programme spécifique d'urgence pour la région du Sahel – frontalière avec le Mali et le Niger –, cible d'attaques terroristes récurrentes, en vue d'améliorer les conditions sécuritaires et de renforcer la résilience des populations.
- Multiplier des cadres de rencontre entre Forces de défense et de sécurité et populations, afin que naîsse une véritable confiance, gage d'une bonne collaboration entre ces acteurs.
- Nourrir la réflexion à partir de données empiriques pour que les résultats des recherches se retrouvent dans la sphère décisionnelle.

II.4 La prévention de l'extrémisme violent : quelle synergie d'actions en Afrique ?

La prévention de l'extrémisme violent nécessite de construire une nouvelle gouvernance et de créer des passerelles avec des acteurs qui n'ont pas toujours l'habitude de travailler ensemble.

a) Construire une nouvelle gouvernance

La situation de l'Afrique contemporaine laisse entrevoir une imbrication étroite entre gouvernance et sécurité : des facteurs simples de mauvaise

gouvernance peuvent déboucher sur des facteurs complexes de sécurité. Ce constat est concrétisé par des initiatives de peace building à l'instar de celles du Nigeria Stability and Reconciliation Program (NSRP). Il a pour principale mission de réduire l'escalade des conflits en violence au Nigeria.

Partant de la mise en exergue de l'existence d'un cycle de violence qui prend racine dans divers facteurs tels que la politique patrimoniale, la pauvreté, les inégalités, le chômage, le NSRP aboutit à la conclusion que la rupture du cercle vicieux de la violence impose un changement de paradigme avec l'adoption d'un nouveau mode de gouvernance. Celle-ci devrait répondre aux doléances de façon pratique et objective ; inclure les populations dans les politiques de sécurité ; renforcer les mécanismes de gestion de conflit ; veiller au partage équitable des ressources naturelles ; forger l'inclusion, la coopération et la coordination; renforcer la participation des femmes dans les politiques sécuritaires et veiller à la maîtrise des facteurs de réduction des conflits.

En réalité, l'extrémisme violent se singularise par son caractère multidimensionnel et complexe. La multi dimensionnalité de la menace commande de gouverner autrement, d'abandonner une gouvernance axée sur l'autoritarisme et l'unilatéralisme au profit d'une gouvernance globale et partagée. Cette dernière implique l'ouverture et impose le concours de plusieurs acteurs.

b) Créer des passerelles entre les acteurs

L'Etat, les Forces de défense et de sécurité, les chefs religieux et coutumiers, les organisations de la société civile, les personnes vulnérables (jeunes, femmes et personnes âgées), le secteur privé, les partenaires au développement, les organismes de coopération bilatérale ou multilatérale sont appelés à « jouer en équipe ». Ce jeu d'équipe est nécessaire tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale.

La construction de passerelles entre acteurs internes impose la convocation du respect de certains préalables. Il s'agit entre autres de l'assainissement des relations civilo-militaires, la nécessité d'établir

³ISS, août 2016 : Jeunes 'djihadistes' au Mali - Guidés par la foi ou par les circonstances ? <https://www.issafrica.org/uploads/policybrief89-fr.pdf>

⁴ Discours de Barack Obama lors du Sommet des Leaders sur la lutte contre l'EI et l'extrémisme violent, Octobre 2015.

un dialogue et l'importance de la compréhension du concept de « synergie de dialogue », la structuration d'une synergie d'actions basée sur une compréhension commune et un partenariat stratégique etc. Ces prérequis serviront de point de départ pour :

- L'harmonisation du cadre institutionnel et légal. Celle-ci implique une synergie dans l'élaboration des législations nationales, la ratification des instruments juridiques et régionaux et l'établissement de memoranda d'entente entre unités.

- La mise en œuvre des conditions d'une coopération préventive et répressive. Elle inclue la collaboration entre les services publics afin d'épêcher la préparation de l'infraction par le biais du partage d'informations, l'échange de renseignement, l'entente sur l'extradition et l'entraide judiciaire.

- La mutualisation des réflexions, des informations et des moyens pour faire face à la menace terroriste.

- La résorption de problèmes de coordination et de coopération dus à l'égoïsme personnel et institutionnel des organisations.

III Principales leçons apprises, propositions et recommandations

Réunis autour du thème « Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique», les cinquante-neuf participants d'horizons fort divers avaient pour objectif général de contribuer aux initiatives en cours pour la prévention de la violence, et en particulier de l'extrémisme violent, dans l'espace ouest-africain et le Sahel. Plus spécifiquement, il s'agissait de : mieux comprendre les perceptions et les rôles des Forces de défense et de sécurité et de la société civile, ainsi que leur interaction, en vue de la prévention de l'extrémisme violent ; partager des bonnes pratiques et expériences ; amorcer un dialogue entre ces acteurs de sphères diverses et créer des passerelles pour prévenir l'extrémisme violent et les menaces associées ; créer/renforcer les dynamiques inclusives aux niveaux national, régional, international et construire ou restaurer la confiance entre les parties prenantes.

La richesse des débats et la qualité remarquable des intervenants ont permis de dégager un certain nombre d'enseignements et recommandations de nature à apporter des clarifications sur :

la manière dont les Forces de défense et de sécurité perçoivent leur propre rôle face à la violence extrême ; la façon dont les populations vivent la présence et les actions des Forces de défense et de sécurité ; la structuration de passerelles entre les Forces de défense et de sécurité – principale présence de l'Etat dans les zones directement engagée face à la violence extrême –, la population – elle-même directement concernée par cette violence – et les autres catégories d'acteurs.

Le premier enseignement concerne la nature socio-politique de l'extrémisme violent. Généralement perçu par « le petit bout de la lorgnette », c'est-à-dire sous l'angle de ses manifestations (terrorisme, attentats suicides, guerre asymétrique, destruction de biens communs etc.), l'extrémisme violent est très vite présenté comme une pathologie extérieure au corps social, comme un dysfonctionnement exogène qu'il faudrait éradiquer pour garantir le bon fonctionnement de la société. Toutefois, les données empiriques et les analyses rigoureuses menées lors du séminaire ont atténué cette lecture paresseuse de la réalité.

L'extrémisme violent est une résultante du contexte sociopolitique des Etats africains. Déficits de gouvernance (mal gouvernance), inégalités sociales et économiques, exclusion politique des minorités, nombrilisme des gouvernants et bien d'autres facteurs construisent et reconstruisent la violence extrémiste.

Analysée en ces termes, la violence cesse d'être le fin mot de l'extrémiste pour devenir un instrument, une ressource mobilisée par ce dernier pour atteindre des objectifs politiques et sociaux.

Le second enseignement souligne l'importance de l'intelligence des situations. La capacité à comprendre les contextes et les personnes, de manière à agir en connaissance de cause, de façon à ce que toute action soit profitable et produise de la réussite permet d'éviter de tomber dans le piège du « copier-coller ». Cette notion commande d'avoir une bonne appréciation du contexte, des acteurs, de leurs logiques d'action, de leurs attentes, etc. Elle oblige à chercher à apporter des réponses adaptées aux situations.

Pour y parvenir, une interaction étroite entre le monde de la recherche et le monde politique est indispensable.

En effet, des analyses approfondies sur les situations locales spécifiques de violence permettent d'éviter que l'Etat ne réagisse seulement sur le court terme et selon des a priori non documentés et des peurs diverses qui, trop souvent, provoquent une fébrilité dangereuse dans les interventions militaires. Les études qui ont déjà été entreprises montrent en effet que l'engagement au sein des groupes extrémistes n'est que rarement motivé par la religion seulement, mais bien plus par des logiques de protection ou des raisons économiques. Elles montrent aussi qu'il y a une grande différence au niveau des motivations de l'engagement entre le leadership des groupes violents – généralement absent du terrain de la violence – et les « fantassins ». Distinguer le leadership des adhérents et leur appliquer des mesures différencierées permet dès lors de mieux prévenir la menace.

Le troisième enseignement met en évidence le rôle capital des Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent.

Primo, les Forces de défense et de sécurité doivent impérativement être républicaines, c'est-à-dire qu'elles doivent représenter à tous les échelons, l'ensemble des communautés et être au service de la république. Les armées africaines sont encore marquées par leur héritage colonial et font plus souvent figure de gardes prétoires que d'armées nationales. C'est donc dire que les Forces de défense et de sécurité ne doivent plus être instrumentalisées par les politiques à des fins qui n'ont pas grand-chose à voir avec la sécurité ou la paix – mais plutôt tout à voir avec les intérêts d'élites politiques en survie. A ce sujet, le séminaire a recommandé de renforcer le dialogue entre politiques et Forces de défense et de sécurité.

Secundo, à leur rôle classique de protection doit s'ajouter celui de prévention. Les cadres supérieurs des armées et les chefs d'Etat ont une responsabilité particulière à ce niveau. Sans un message clair de leur part – qui se traduit dans un cadre juridique national –, les échelons subalternes ne peuvent prendre à bord un tel mandat de prévention, qui sort de la mission de défense telle qu'actuellement définie par de nombreux Etats. Aussi bien, les Forces de défense et de sécurité doivent être formées à appréhender cette nouvelle forme de violence afin de pouvoir faire preuve de discernement et de prendre des mesures destinées à empêcher sa reproduction dans le temps.

Le quatrième enseignement porte sur la participation des populations. Le rôle des femmes, des jeunes, des leaders communautaires et religieux dans la prévention, fut considéré comme le point de départ d'une bonne gestion de la politique de prévention de l'extrémisme violent. Il fut par exemple reconnu que c'était aux communautés locales et à leurs dirigeants de prendre l'initiative de promouvoir la paix dans leur région. Pour l'instant, les multiples négligences de l'Etat (politiques économiques défectueuses, zones abandonnées, programmes de santé et d'éducation sans impact sur la population, indifférence de l'Etat face aux questions de migration, etc.) et la sous-utilisation générale des populations dans la mise en place de la politique de prévention de l'extrémisme violent ne militent pas en faveur de la résilience des civils souvent pris en tenaille entre méfiance vis-à-vis des Forces de défense et de sécurité et violence des groupes extrémistes.

En outre, les civils doivent déconstruire leur méfiance des vis-à-vis des Forces de défense et de sécurité. Faire l'effort de se rapprocher de celles-ci, de dialoguer avec elles, leur faire part de leurs problèmes, mieux les connaître, car si les Forces de défense et de sécurité ont le pouvoir des armes, elles sont aussi, au même titre que les civils des victimes de l'extrémisme violent.

L'établissement de comités régionaux de dialogue entre Forces de défense et de sécurité et populations expérimenté à Agadez est la preuve qu'un climat de confiance peut être établi entre civils et Forces de défense et de sécurité.

Dans cette même logique les organisations de la société civile doivent déployer une stratégie d'influence pour orienter l'échiquier psycho cognitif (attitude et comportement) des Forces de défense et de sécurité. Celles-ci considèrent souvent la société civile comme une planète diffuse, dispersée, mal coordonnée, très politisée et financée de l'extérieur dont il faut se méfier.

Le séminaire a su évoquer en profondeur le caractère indispensable de l'engagement politique dans la mise en œuvre d'une politique de prévention de l'extrémisme violent efficace. Les Forces de défense et de sécurité ne peuvent plus s'engager comme unique force de l'Etat dans ce domaine.

Les politiques doivent prendre conscience des risques liés à la banalisation de la violence, des conséquences de l'égoïsme des institutions et de leur passivité, et des dividendes du dialogue.

S'agissant des médias, les participants ont été unanimes pour exprimer qu'ils ne jouent que rarement leur rôle d'information objective. Il a été constaté que les médias internationaux en particulier, ont un parti pris dans le traitement de l'information et la stigmatisation, distordent souvent la perception locale de l'extrémisme violent et font l'impasse sur ses causes. Il est dès lors urgent de les former sur la prévention de l'extrémisme violent.

La construction d'un «jeu collectif», des effets synergiques entre toutes les catégories d'acteurs a été une autre leçon stratégique et absolument déterminante. L'idée mise en exergue ici est que les parties prenantes tireront une substantifique plus-value de leur performance collective, qu'elles parviendront à réussir ensemble ce qu'aucune d'entre elles ne parviendrait à faire seule. Dans ce cadre, les ressources de tous les acteurs sont mises au service de la structuration d'une politique de prévention de l'extrémisme violent tant à l'échelle nationale qu'au niveau régional.

Il fut ainsi proposé de multiplier les espaces de dialogue et les cadres de concertations entre les différentes catégories d'acteurs réunies à Dakar en vue :

- d'engager une compréhension et une gestion communes de la prévention de cette violence ;
- d'harmoniser les cadres institutionnels et légaux au sein et entre Etats ;
- de mettre sur pied des fora de paix et de sécurité nationale, des conférences nationales ou états généraux de la sécurité ;
- de s'assurer que les politiques ainsi que les représentants des communautés locales y soient associés ;
- de donner aux parlements l'autorité et l'indépendance nécessaires à la responsabilisation des acteurs politiques ;
- de donner davantage la parole aux Forces de défense et de sécurité ;
- de sortir ces dernières de leur rigidité, de leur silence, de leur secret ;
- de constater in fine que le dialogue existe déjà au sein de chacun des groupes d'acteurs et souvent entre eux, mais pas de manière systématique.

Au-delà des acteurs locaux qui doivent se saisir de tels cadres de concertations, le séminaire a souligné que les organisations régionales, internationales et les partenaires extérieurs, plutôt que de démultiplier les stratégies et les programmes « top-down », devraient se concentrer sur l'ouverture de tels espaces de dialogue, et donner les moyens (financiers, techniques) nécessaires à leur réalisation, aux niveaux local, national et régional.

L'idée d'une participation des extrémistes violents au dialogue fut une nouveauté pour la plupart des participants.

Cette hypothèse reste difficile, complexe, et à aborder au cas par cas, sans généralisation ; ainsi, s'il y a décision de dialoguer, il ne faut pas confondre dialogue et négociation, dont la responsabilité incombe à l'Etat seul : il faut s'assurer du soutien politique.

Cependant, on peut toujours dialoguer – à travers les ulémas, comme en Mauritanie, ou sous d'autres formes.

IV Mise en Perspective

Ce Séminaire régional a rappelé la nécessité d'une réponse sociétale – portée de manière collective par les différentes catégories d'acteurs – à l'extrémisme violent en insistant particulièrement sur l'importance du rôle des Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique.

Il a particulièrement été un début important, une semence à ne pas minimiser. Partant, les résultats obtenus lors de cette rencontre méritent une attention renouvelée et soutenue sur le court, moyen et long terme.

Ainsi, pour favoriser leur diffusion et leur appropriation une table ronde sera organisée lors du Forum International sur la Paix et la Sécurité en Afrique qui se tiendra les 13 et 14 novembre 2017 à Dakar. Le thème de la construction de la résilience et de l'Etat de droit dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme y sera abordé.

Les résultats du séminaire serviront également à alimenter les idées, les échanges d'expériences et les participants aux prochaines Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent.

Programme

Dimanche 8 Octobre 2017

18 h 00 à 19 h 00 **Arrivée des participants**

Briefing entre les organisateurs et les panélistes, présidents et rapporteurs des plénières et groupes de travail

20 h 00 **Pour les invités de l'étranger : Dîner à l'hôtel**

Lundi 9 Octobre 2017

8 h 30 à 9 h 00 **ACCUEIL-INSTALLATION**

9 h 00 à 9 h 30 **CEREMONIE D'OUVERTURE**

*Général de brigade Paul NDIAYE, Directeur général, Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS), Sénégal
Mme Rhéa GERING, Ambassadeur de Suisse au Sénégal
Mr Demba DIOUF, Ministre des Forces Armées du Sénégal*

9 h 30 -10 h 00 **Photo de groupe
Point de presse**

10 h 00 à 10 h 30 **Pause-café**

10 h 30 à 12 h 00 **PLENIERIE 1**
La prévention de l'extrémisme violent en Afrique : état des lieux et concepts

Cette plénière vise à faire un état des lieux de la situation sécuritaire et des réponses apportées et à comprendre les concepts de sécurité humaine et de prévention de l'extrémisme violent.

Président

Général de brigade Paul NDIAYE, Directeur général, Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS), Sénégal

Panélistes

Larry GBEVLO LARTEY, Directeur général, Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme (CAERT), Union africaine

Rémie FOTUE KAMNE, Directeur, Centre tchadien des études stratégiques (CTES), Tchad

Kouider ZERROUK, Chef de la Communication et de l'Information Publique, Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel - UNOWAS

Colonel Mohamed ABOU TARKA, Président, Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), Niger

Amb. Jean-Daniel BIELER, Conseiller spécial, Division Sécurité humaine, Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Suisse

Discussion

Programme

Rapporteur : Christian POUT, rapporteur général

12 h 00 à 13 h 30

PLENIERE 2

Forces de défense et de sécurité (FDS) et acteurs civils dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique : pratiques, défis et opportunités

Cette plénière vise à capitaliser les exemples concrets d'implication des forces de défense et de sécurité et des acteurs civils dans la prévention de l'extrémisme violent. Il s'agira aussi d'évaluer les obstacles rencontrés, les défis à relever et les opportunités à saisir.

Président

Commissaire principal Mohamed DENNA, Coordonnateur Régional de la Plateforme de Coopération en matière de sécurité, G5 Sahel

Panélistes

Sandy AFRICA, Directrice adjointe, Division Afrique sub-saharienne, Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF), Suisse

*Colonel Ousmane TRAORE, Gouverneur de la Région Est, Burkina Faso
Capitaine de police Chefou ABDOU, Chef de division des enquêtes antiterroristes, Police nationale, Niger*

Mohamed ANACKO, Président du Conseil régional d'Agadez, Niger

Lori Anne THEROUX-BENONI, Directrice, ISS Dakar

DISCUSSION

Rapporteur : Christian POUT, rapporteur général

13 h 30 à 14 h 30

Pause-déjeuner

13 h 30 à 16 h 30

TRAVAUX DE GROUPE

La prévention de l'extrémisme violent en Afrique : regard de chaque acteur sur son rôle et son action ?

Ce premier travail de groupe doit permettre de clarifier la compréhension de la prévention de l'extrémisme violent et le rôle que chaque acteur se donne. Trois (03) groupes sont constitués, mêlant participants provenant des Forces de défense et de sécurité, des organisations de la société civile et des institutions régionales. Chaque groupe a un facilitateur des échanges et un rapporteur. Les échanges sont interactifs. Chaque groupe dégagera 3 à 5 recommandations concrètes sur le rôle de prévention de chacun des acteurs.

Groupe 1

*Président/facilitateur GT.1 : El Hadj Alioune SAMBA
Général de brigade (ret.), ancien ambassadeur*

Programme

*Rapporteur GT.1 : Abdoulaye MAIGA Responsable de programme et analyste, Direction de l'alerte précoce, CEDEAO
Participants : (sera précisé sur place)*

Groupe 2

*Président/facilitateur GT.2 : Colonel Idriss Haggar MAHAMAT
Directeur de Cabinet du Ministre de la Défense du Tchad*

*Rapporteur GT.2 : Selly BA Chercheuse,
Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), Sénégal
participants : (sera précisé sur place)*

Groupe 3

*Président/facilitateur GT.3 : Godefroy BARANDAGIYE
Assistant Spécial du Haut Représentant de l'Union Africaine
pour le Mali & Sahel (MISAHEL)*

*Rapporteur GT.3 : Zipporah NDIONE
Coordinatrice, Réseau de jeunes femmes pour la paix, Sénégal*

16 h 30 à 17 h 00

Pause-café

17 h 30 à 18 h 00

PLENIERE DE RESTITUTION DES TRAVAUX DE GROUPE

Présentation des résultats des travaux de groupe par les facilitateurs et/ou par les rapporteurs et discussion.

Mardi 10 Octobre 2017

08 h 30 à 09 h 00

**RECAPITULATIF DES DISCUSSIONS DE LA VEILLE/
PRESENTATION AGENDA DE LA JOURNÉE**

09 h 00 à 10 h 30

PLENIERE 3

La prévention de l'extrémisme violent : quelle synergie d'actions en Afrique ?

La prévention de l'extrémisme violent nécessite de construire une nouvelle gouvernance et de créer des passerelles avec des acteurs qui n'ont pas toujours l'habitude de travailler ensemble. L'enjeu de cette plénière est de proposer des interventions relatives à ce jeu d'acteurs fondé sur une compréhension commune des enjeux, une collaboration et un partenariat stratégique.

Président

*Abdoulaye MOHAMADOU, Secrétaire exécutif adjoint,
Conseil de l'Entente*

Programme

Panélistes

Lieutenant-colonel Famouké CAMARA, Instructeur, Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye (EMP), Mali

Dr. Godwin R. MURUNGA, Secrétaire exécutif, CODESRIA

Mathurin HOUNGNIKPO, Expert en relations civilo-militaires, Secrétariat du Conseil national de sécurité (S-CNS), Côte d'Ivoire

Hajiya Hamsatou ALLAMIN, Directrice, Nigeria stability and reconciliation programm (NSRP), Nigéria

Discussion

Rapporteur : Christian POUT, rapporteur général

10 h 30 à 11 h 00 Pause-café

11 h 00 à 13 h 00 TRAVAUX DE GROUPE
Quels mécanismes de gouvernance partagée en matière de prévention de l'extrémisme violent ?

Groupe 4

*Président/facilitateur GT.4 : Ifeoma Ojemeni OKALI
Former Lead Counsel (Prosecutions), United Nations International Criminal Tribunal for Rwanda*

*Rapporteur GT.4 : Almamy KAMARA
Conseiller militaire, UNOWAS*

Groupe 5

*Président/facilitateur GT.5 : Colonel Hypolithe Jean NDOUGOU
Secrétaire exécutif adjoint, Commission du Bassin du Lac Tchad / Force Multinationale Mixte (CBLT/FMM)*

*Rapporteur GT.5 : Kiswendsida Noëlie KOURAOGO
Blogueuse, Burkina Faso*

Programme

Groupe 6

*Président/facilitateur GT.6 : BOUARE Bintou Founé SAMAKE
Présidente, Women in law and development in Africa
– WILDAF / Mali*

*Rapporteur GT.6 : Mamadou BEYE
Chercheur, Institut Supérieur de Management,
Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), Sénégal*

13 h 00 à 14 h 30 Pause-déjeuner

14 h 30 à 16 h 00 PLENIERE DE RESTITUTION DES TRAVAUX DE GROUPE
Présentation des résultats des travaux de groupe par les facilitateurs et/ou par les rapporteurs et discussion.

16 h 00 à 16 h 15 Pause-café

16 h 15 à 17 h 00 ACTES DE CLOTURE

Rapport général

Christian POUT, Président, Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Economiques et Stratégiques (CEIDES), Cameroun
Points saillants des débats, recommandations

Allocutions des organisateurs
Carol MOTTET, Conseillère principale, Division Sécurité humaine, Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Suisse

Général de brigade Paul NDIAYE, Directeur général, Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS), Sénégal

18 h 30 COCKTAIL

Rapporteur général : Dr Christian E. POUT, Président, Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques Economiques et Stratégiques – CEIDES (Cameroun)

Editing : Centre de Hautes Etudes de Défense et de Sécurité – CHEDS (Sénégal)



Boulevard de la Défence x Rue du Port
Tél: +221 33 822 91 67 / Fax : +221 33 822 91 65

www.cheds.gouv.sn



REGIONAL SEMINAR

DEFENSE AND SECURITY FORCES IN THE PREVENTION OF VIOLENT EXTREMISM IN AFRICA

Dakar les 9 et 10 octobre 2017

GENERAL REPORT

Africa is currently facing an escalation of violent extremism. Attacks perpetrated by violent extremist groups are spreading and are a serious constraint on the stakes of society, i.e: peace and security, human rights, development, etc.

While important, the security responses alone do not suffice and cannot in any way tackle the numerous factors produced and co-produced by violent extremism and offering a fertile ground for its acts to prosper over time. Realistically, it should be agreed that one single solution cannot be a response to a multi-faceted problem.

This absolute prerequisite to any effective action against violent extremism was addressed by the United Nations Secretary General in the “Plan of Action to Prevent Violent Extremism” of 24 December 2015, in which he underlined the need to adopt a more comprehensive approach including preventive measures to address the root causes of violent extremism, be they political, social, economic or military.

It is in the light of this panoptic approach that the first two editions of the Regional Conversations to Prevent Violent Extremism were held in Dakar in June 2016 and in N’jamena in June 2017.¹ During the meetings, the specific role of the Defense and Security Forces (DSF) was constantly addressed.

It was noted that while the Defense and Security Forces are key stakeholders in the stabilization process following acts of violent extremism, their behavior can cause problems, particularly when their deployment is coupled with exactions.

It was also agreed that the phenomenon of violent extremism is for the authorities and members of the Defense and Security Forces, a source of challenges that they may not necessarily be prepared to face.

Finally, the Conversations expressed their conviction that the Defense and Security Forces do have a key role to play in the prevention of violent extremism.

They can play such a role by lending themselves to a diagnosis of the problems linked to violent extremism and shared with all the other stakeholders and by championing

the idea that the security of human beings is the core of security; they should also engage in a dialogue with those they defend – citizens and populations – on the existing challenges and possible solutions.

It therefore seemed logically important to pursue the dialogue at the regional level by organizing the regional seminar of which the present general report reflects the main conclusions focused on the role of the Defense and Security Forces in the prevention of violent extremism. Indeed, the protection mandate of the Defense and Security Forces is not limited to the levels of a mere reaction (downstream). It also and mainly provides for an anticipation process to guarantee swiftness and efficiency (upstream).

The following questions were raised and were at the heart of the seminar:

- do the Defense and Security Forces have a role to play in the various aspects of prevention of violent extremism? How should such a role be defined vis-à-vis the State, the civil society stakeholders and the populations?

- how to facilitate and promote the creation of dialogue fora to foster a synergy of actions to prevent violent extremism ? How to develop a package of actions involving all the stakeholders: governments, civil society, Defense and Security Forces and armed groups?

- What are the collaboration and partnership tools and mechanisms between the Defense and Security Forces and the civil society actors for the prevention of violent extremism?

The present report highlights the adopted methodology, the substance of the deliberations, the main lessons learned, the proposals and recommendations and the perspective views of the Dakar regional seminar on the prevention of violent extremism.

I Methodology

The seminar was jointly organized by the Centre for Higher Defense and Security Studies (CHEDS) of Senegal and the Federal Foreign Affairs Department of Switzerland on the theme: “The Defense and Security Forces in the Prevention of Violent Extremism in Africa”.

¹« Investing in Peace and the Prevention of Violence in the Sahel-Saharan : Second Regional Talks on the Plan of action of the UN Secretary General for the Prevention of Violent Extremism » (IPI – UNOWAS - DFAE suisse, N’Djamena, Tchad, 31.05-1.06.2017) <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/08/IPI-E-RPT-Chad-Meeting-NoteFrench.pdf>

« Investing in Peace to Prevent Violence in West Africa and the Sahel : Conversations on the UN Secretary General Plan of Action to Prevent Violent Extremism » (IPI – UNOWAS - DFAE suisse, Dakar, 27-28.06.2016) https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2016/09/1609_Investing-in-Peace-FRENCH.pdf

It was attended by fifty nine English and French speaking participants from West and Central African countries. The participants came from different backgrounds and included: representatives of the Defense and Security Forces (DSF), elected representatives, administrative officials, women, youth, civil society networks, regional organizations, research and training centers and resource persons.

The two (02) days seminar adopted a work method reconciling a sincere and exhaustive debate with speedy deliberations.

In this perspective, the seminar was articulated around three (03) introductory plenary meetings whose topics were addressed more in depth in the working groups organized as think tanks to share experience, exchange views and make recommendations.

II Substance of deliberations

The meeting focused on the following specific themes: (1) preventing violent extremism in Africa: update and concepts; (2) Defense and Security Forces (DSF) and civilian actors in the prevention of violent extremism in Africa: practices, challenges and opportunities ; (3) preventing violent extremism : what synergy of actions in Africa ?

II.1 Preventing violent extremism in Africa: update and concepts

After an update on the security situation and existing responses, the participants went further to define the concepts of human security and prevention of violent extremism.

a) Update on the security situation and relevant responses to violent extremism

Having noted that violent extremism cannot be generated ex nihilo, the seminar confirmed that its roots originate in the current security environment of the African continent. The key elements from the quick general presentation on the continent's current situation can be summarized as follows: exclusive governance and post-elections crises; multi-factor related poverty and running demography; health hazards due to the emergence and multiplication of transmissible and non-transmissible diseases; challenged physical security because of community conflicts, transnational criminality, arms and drug trafficking;

destruction of agricultural productions as a result of conflict recurrence; youth unemployment, etc. Such negative security data are the underlying political, social and even humanitarian causes leading communities to produce, co-produce or reproduce violence in its most extreme dimensions.

To date, the majority of responses to violent extremism were focused on security. Whether local, national, regional or even continental, the security response alone cannot do away with violent extremism in spite of its numerous assets because opposing violence to violence is not the solution to the problem. Furthermore, rather than reduce the offensives of the violent extremists, the responses of the Defense and Security Forces may all to the contrary stimulate them. When the army behaves as on conquered territory, without any respect for those it is supposed to defend, when the role and mandate of the vigilance committees are not clearly spelled out, when the intelligence shared by the communities is used for the wrong purpose, problems would tend to multiply.

Furthermore, the defense and security forces often seem powerless before the scope of the existing challenges:

Firstly, the efforts of the Defense and Security Forces are still too often viewed as an immediate response to the armed violence of extremists.

Secondly, the Defense and Security Forces are far from being a homogeneous and impermeable entity. Each of their components has its own history and experience in the area where it operates.

Thirdly, they are not the only stakeholders involved in responses to violent extremism. They cannot play all the civilian, political or economic roles of other stakeholders who by failing to be concomitantly operational can make the security response deceptive.

Consequently, meeting the challenge of violent extremism should no longer be the prerogative of the Defense and Security Forces. Facing violent extremism in Africa means reconciling security approaches with the dividends of human security and prevention.

b) Clarification of the concepts of human security and prevention of violent extremism

Broadly speaking, human security refers to violent and classical threats such as war and armed violence but it also covers threats to development, health, poverty and the environment. Strictly speaking, the concept remains focused on the individual while integrating more areas than classical security. The participants addressed the issue of human security under this second angle. They placed man and woman, child and elderly, as well as communities at the heart of the collective and individual efforts needed to foster peace and security. The central position of the individual in the spiral of violence is often forgotten and the responses to protect him are often far away from this humanity focused objective. So much so that some stakeholders view the « collateral damages » to the populations as secondary or judge the actors of violent extremism as «outside humanity » or as monsters. Yet, both the former and the latter are often relatives, neighbors, members of communities, human beings with a past and a specific vision of their future.

Without venturing to give a definition of violent extremism, the seminar emphasized a shared obvious vision: understanding the prevention of violent extremism requires insight into the social, political and cultural environment and more particularly into the perceptions of the different stakeholders. Hence building a symbiotic relationship between the stakeholders is indispensable. The commitment of society as a whole, including political leaders, administrators, the Defense and Security Forces, civil society (men women, youth, NGOs), religious and traditional leaders, the medias, the private sector, researchers, regional and international organizations, etc., is necessary.

To consolidate such an “esprit de corps” between all sectors of society, the relations between the Defense and Security Forces and the populations will have to change. The latter are recognized by the authorities as the best protection against violence. Their cooperation has become urgent and essential and should come along with an analysis of violent extremism based on their own references.

²ISS, August 2016: Mali's young jihadists – fuelled by faith or circumstance . <https://www.issafrica.org/uploads/policy-brief89-fr.pdf>

Indeed, the concepts of radicalization and djihadist terrorism find little echo within the populations of the sahelo-sahelian region as opposed to issues relating to governance, identity quest, political participation, socio-economic perspectives and decent behaviors on the part of the Defense and Security Forces. Furthermore, without the support of the populations, the extremist armed groups would not exist. Hence, engaging in a dialogue with the populations would also mean taking the risk, or rather opening up windows of dialogue opportunities with the violent extremists.

Respecting the populations, paying honest attention to their needs, building mutual confidence between them and the Defense and Security Forces while continuously making efforts for dialogue at all interaction levels, from the family to the political levels and from the civilian to the military, are necessary pre-requisites to finding sustainable solutions.

II.2 Defense and Security Forces (DSF) and civil society actors in the prevention of violent extremism in Africa: practices, challenges and opportunities

The assessment of existing challenges was done after the presentation of concrete examples of involvement of the Defense and Security Forces and of civilian stakeholders in the prevention of violent extremism.

a) Sharing concrete experience on the involvement of the Defense and Security Forces and civilian actors in the prevention of violent extremism

While current practices may hint that the involvement of Defense and Security Forces in the prevention of violent extremism seems rather timid, the experience and initiatives in Burkina Faso prove a real willingness to involve them in the prevention of violent extremism. They are viewed as a necessary linkage for the operationalization of some preventive actions which could be divided into four main categories.

The need for a State presence and the Rule of Law: The presence of the State in the lives of the populations and the existence of the Rule of Law are pre-requisites for security.

To build a friendly environment to fight insecurity and the degradation of social cohesion,

the training curricula of the Defense and Security Forces in Burkina Faso include from now on a section on International Humanitarian Law (IHL) and specific legal areas such as the Rights of the Child; they are supported by the creation of a pool of dedicated trainers. Control structures (Police of the Police) have been established to instill some morality into the behavior of the Defense and Security Forces and some special units have been created (ONASIM, CLND, ANR, community police, etc.) to enhance the professionalization of the officers. This will facilitate a rational distribution of tasks and will guarantee a sterling execution of missions.

Getting the populations involved: Even if the way is still long to citizen participation, it should be underlined that to inform the populations about the various security related administrative decisions, communication bridges were built between the Defense and Security Forces and the medias through the media services of the existing organizations.

Building resilience to face violent extremism: the behavior of the Defense and Security Forces is important for the identification of the adapted type of response to violent extremists' acts. Truly, the quality of the response develops the capacity of the populations to resist the multiple pressures of violent extremists, dissipates the fears of retaliation, builds and maintains mutual understanding and confidence and consolidates collaboration between the two stakeholders. To that effect, in addition to such initiatives as the "G5 Sahel", some reforms are currently in progress in most countries of the Sahel, to adapt the response capacity of the Defense and Security Forces to the threat of violent extremism.

Civilian-military cooperation/coordination : some examples were highlighted such as the open days on the Defense and Security Forces, the formalization of their internal communication services, as well as the interactive debates on major security issues which all contribute to improve communication with the populations.

Furthermore, some community actions with a social interest were rolled out by the Defense and Security Forces for the benefit of the populations (family consultations in health clinics, supply of drinkable water, support for crossing, etc.) and contributed to improve their fame, image and reputation and to maintain fruitful and sustainable relations between civilians and military.

In fine, the recruitment modalities within the Defense and Security Forces based on an equitable representation of all the communities led to the establishment of a more inclusive army which better represents the diversity of the society and is more likely to be in tune with the populations.

Such momentums developed by the Defense and Security Forces are further supported by actions of the civil society actors and also research structures which analyze the phenomenon of violent extremism from the point of view of the stakeholders involved.

The ISS³ thus came to the following conclusions:

- Factors that are neither of an economic, religious or ideological nature explain the presence of youth in the djihadist armed groups in Mali;
- The desire to be protected and to protect one's family, one's community or one's economic activity seems to be a key factor of enrolment;
- In most cases, there is an imbrication of factors; looking for a sole and unique reason for enrolment is therefore to no avail;
- It is important to analyze in details the local realities leading to youth enrolment and resist the temptation of applying the conclusions to other contexts;
- The currently fashionable notions of « radicalization », « de-radicalization » and « violent extremism » must be used with prudence as they can engender inappropriate responses.

b) Meeting challenges

"Ideologies are not defeated with guns, they are defeated by better ideas – a more attractive and convincing vision » .

To operationalize such a vision, the Defense and Security Forces, the civilians and all the other stakeholders involved in the prevention of violent extremism must seize all the existing opportunities to meet challenges. Such opportunities include, *inter alia*:

- Training, educating, sensitizing and controlling the populations to encourage citizen participation. Education programs should be designed to that end and civil society organizations should effectively contribute to citizen participation in security governance by sharing more information with the populations on the security related administrative decisions.

³ Speech by Barack Obama at the Leaders Summit on countering ISIL and violent extremism, October 2015.

- Introducing a legitimate democratic governance to facilitate citizen participation in the management of public actions would guarantee citizen control and provide the populations with better chances of access to resources. It means integrating the concerns of the youth and women in the public policies.

- Creating specific quick win programs. In Burkina Faso, for instance, the Government adopted in June 2017, a specific emergency program for the Sahel region – bordering also Mali and Niger – which is a target of recurrent terrorist attacks, to improve the security conditions and reinforce the resilience of the populations.

- Multiply meeting opportunities between the Defense and Security Forces and the populations, to build true confidence which is the basis for a good collaboration between stakeholders.

- Use empirical data as a basis for reflection, to ensure that the research results are taken on board in the decision making sphere.

II.4 Preventing violent extremism: what synergy of actions are needed in Africa?

Preventing violent extremism requires building a new form of governance and creating bridges between stakeholders who do not usually work together.

a) Creating a new form of governance

Africa's situation today shows that governance and security are closely intertwined: simple bad governance factors can generate complex security issues. Such observation is evidenced by peace building initiatives such as the Nigeria Stability and Reconciliation Program (NSRP). Its main mandate is to reduce conflicts' escalation in Nigeria.

After defining first the existence of a violence cycle originating in different factors such as property policy, poverty, inequalities, under-employment, the NSRP concluded that breaking the vicious circle of violence demands a change of paradigm coupled with the adoption of a new mode of governance. Such governance should provide practical and objective answers to grievances; involve the populations in the security policies; reinforce the conflict management mechanisms; ensure a fair distribution of natural resources; strengthen inclusion, cooperation and coordination;

increase the participation of women in the security policies and have a proper control of poverty reduction factors.

In reality, violent extremism singles itself out because of its multidimensional and complex nature. The multidimensional nature of the threat demands a different form of governance, free of authoritarian and unilateral systems and based on a comprehensive and shared governance. The latter choice requires openness and the contribution of different stakeholders.

b) Building bridges between stakeholders

The State, the Defense and Security Forces, the religious and traditional leaders, the civil society organizations, the vulnerable groups (youth, women and the elderly), the private sector, the development partners, the bilateral and multilateral cooperation bodies should all "play as a team". Such team game is necessary both at national and at international levels.

Building bridges between domestic stakeholders commands some pre-requisites. These include, among other things, having healthier civilian-military relations, promoting dialogue and understanding the concept of "dialogue synergy", structuring a synergy of actions based on a common vision and a strategic partnership, etc. The pre-requisites will be the building blocks for:

- The harmonization of the institutional and legal framework which means creating a synergy for the elaboration of national legislations, the ratification of legal and regional instruments and the drafting of memoranda of understanding between the different units.

- Implementing the conditions for preventive and repressive cooperation. These include collaboration between public services to counter the preparation of offences through information sharing, intelligence exchange, extradition agreement and legal cooperation.

- Sharing ideas, information and means to face the terrorist threat.

- Resolving the coordination and cooperation problems resulting from the personal and institutional selfishness of organizations.

III Main lessons learnt, proposals and recommendations

Meeting to address the theme « Defense and Security Forces in the Prevention of Violent Extremism in Africa » the fifty-nine participants from very different backgrounds wish as a general objective, to contribute to current initiatives on the prevention of violence and of violent extremism in particular, in West Africa and the Sahel. They more specifically wish to : better understand the perceptions and roles of the Defense and Security Forces and civil society, as well as their interaction for the prevention of violent extremism; share good practices and experience; open up a dialogue between stakeholders from different backgrounds and create linkages to prevent violent extremism and its related threats; create/promote inclusive moments at the national, regional and international levels and build or restore confidence between the stakeholders.

The rich debate and notable quality of the speakers facilitated the adoption of a number of lessons and recommendations shedding light on: the way the Defense and Security Forces view their own role vis-à-vis extreme violence; the populations' perception of the presence and actions of the Defense and Security Forces; the building of bridges between the Defense and Security Forces (representing the State in the areas directly affected by violent extremism), the population (directly affected by such violence) and the other categories of stakeholders.

The first lesson relates to the socio-political nature of violent extremism. Generally viewed from a limited angle, i.e, through its manifestations (terrorism, suicide attacks, asymmetrical wars, destruction of public assets, etc.), violent extremism is very quickly presented as an external pathology to the social fabric, as an exogenous malfunction to be eradicated to guarantee a proper functioning of society. Yet, the empirical data and sound analyses presented during the seminar have mitigated such effortless interpretation of the reality.

Violent extremism results from the socio-political context of African States. Governance deficits (bad governance), social and economic inequalities, political exclusion of minorities, self-indulgence of the authorities and many other factors build and re-construct violent extremism.

Viewed from this angle, violence ceases to be an end in itself for the extremist and becomes for the latter an instrument, a mobilized resource to reach political and social objectives.

The **second lesson** underlines the importance of understanding the context. The ability to understand the contexts and individuals in order to act knowingly and to ensure that all undertakings are useful and successful will help avoid the « copy and paste » trap. This notion demands a clear understanding of the context and stakeholders, as well as the logic behind their actions, their expectations, etc. It will command seeking appropriate solutions to specific situations.

To succeed, a close interaction between the world of research and the political world will be necessary. Indeed, an in depth analyses on the specific local conditions of violence will avoid an all too quick reaction of the State based on undocumented and pre-conceived ideas and fears and leading more often than not to dangerous over-excitement in military operations. The studies which have already been undertaken demonstrate that commitment within extremist groups is rarely motivated by religion alone, but mostly by protection logic or economic reasons. They also demonstrate that there is a big difference in the commitment motivations of the violent groups' leadership – usually absent from the field of violence – and the “infantry”. Making a difference between the leadership and the members and applying differentiated measures to them will contribute to a better prevention of threat.

The third lesson emphasizes the key role of the Defense and Security Forces in the prevention of violent extremism.

Firstly, the Defense and Security Forces must imperatively be republican, which means that they should represent at all levels, all the communities while serving the Republic. The African armies are still marked by their colonial heritage and often appear as praetorian guards rather than national armies. It means that the Defense and Security Forces should no longer be manipulated by politicians for reasons that do not have much to do with peace or security – but rather everything to do with the interests of surviving political elites.

The seminar hence recommended the promotion of a dialogue between the politicians and the Defense and Security Forces.

Secondly, prevention should be added to their classical role of protection. The senior army officials and Heads of State have a specific responsibility at this level. Without a clear message from them – to be translated into a national legal framework – the lower ranks cannot take upon themselves such a prevention mandate which is not assigned to defense missions as they are currently defined in numerous States. The Defense and Security Forces must therefore be trained to depict this new form of violence in order to use good judgement and adopt measures to prevent its being reproduced over time.

The fourth lesson is on the participation of the populations. The role of women, youth, community and religious leaders in prevention was considered the starting point for a sound management of the prevention policy of violent extremism. It was agreed for instance that it is for local communities and their leaders to take the initiative to promote peace in the region. For the time being, the repeated negligence of the State (faulty economic policies, abandoned areas, health and education programs having no impact on the population, indifference of the State to migration issues, etc.) and the general under-utilisation of the populations in the development of policies to prevent violent extremism will not lead to the resilience of civilians often caught between their mistrust of the Defense and Security Forces and the violence of the extremist groups.

Furthermore, the civilians must dismantle their mistrust vis-à-vis the Defense and Security Forces. They should make the effort to get close to them, engage in a dialogue with them, share their concerns, get to know them better because even though the Defense and Security Forces have the power of arms, they are also victims of violent extremism just like the civilians.

As experienced in Agadez, the establishment of regional dialogue committees involving the Defense and Security Forces and the populations proves that a climate of confidence can be built between the civilians and the Defense and Security Forces.

In the same vein, the civil society organizations must roll out an outreach strategy to guide the psycho cognitive (attitude and behavior) mind-set of the Defense and Security Forces.

They often see in civil society, a diffuse,

un-circumscribed, poorly coordinated, highly politicized and externally financed planet inviting caution on their part.

The seminar addressed in depth the dire need of a political commitment for the implementation of an effective policy of prevention of violent extremism. The Defense and Security Forces can no longer be involved only as a State force in this endeavor. Politicians must be aware of the risks involved in the trivialization of violence; they should know the consequences of the selfishness and passivity of the institutions as well as the dividends of the dialogue.

On the medias, the participants unanimously recognized that they only rarely play their role of objective information. It was noted that the international medias in particular, are biased in their way of processing information and stigmatization, that they often distort the local perception of violent extremism and remain silent on its root causes. It is therefore urgent to train them on how to prevent violent extremism.

Initiating a « collective game » and synergic impacts on all the categories of stakeholders was another strategic and absolutely decisive lesson learnt.

The idea being emphasized here is that the stakeholders will draw a substantive added value from their collective performance and will successfully achieve together some results that none of them would achieve singlehandedly.

In this framework, resources from all the stakeholders should contribute to the elaboration of a policy for the prevention of violent extremism at the national as well as regional levels.

It was thus advised to multiply the dialogue fora and consultation frameworks between the different categories of stakeholders meeting in Dakar to:

- foster understanding and a joint management of the prevention of such violence;
- harmonize the domestic legal and institutional frameworks of States;
- facilitate peace and national security fora, national conferences or a grand debate on security;
- give Parliaments the necessary authority and independence to empower the political stakeholders;

- let the Defense and Security Forces express themselves more often;
- let the latter move away from their rigidity, silence and secrecy;
- Observe, in fine, that dialogue already exists within each group of stakeholders and often between them, but not systematically.

Over and beyond the need for local stakeholders to seize such consultation frameworks' opportunities, the seminar stressed that rather than multiplying the "top-down" strategies and programs, the regional and international organizations should focus on initiating such dialogue fora and on providing the necessary means (financial and technical) for their effective materialization at local, national and regional levels.

The idea of the participation of violent extremists in the dialogue was a novelty for most participants.

This hypothesis remains difficult and complex and must be addressed on a case by case basis, without generalizing. Hence, if a decision is made to engage a dialogue, there should be no confusion between dialogue and negotiation which is the responsibility of the State alone: the political support is necessary.

A dialogue is however always possible – through the Ulemas, as in Mauritania, or in other forms.

IV Future perspective

The regional seminar recalled the need for a societal response – supported collectively by the different categories of stakeholders – to violent extremism and emphasized in particular the role of the Defense and Security Forces in the prevention of violent extremism in Africa.

It was clearly an important beginning, a seed not to be minimized. The results of this meeting therefore deserve a renewed and sustained attention in the short, medium and long terms.

To facilitate dissemination and ownership, a panel discussion will be organized on the occasion of the International Forum on Peace and Security to be held on 13 and 14 November ; The theme: "Building Resilience and the Rule of Law for the Prevention and Fight against Violent Extremism and Terrorism" will be addressed by the Forum.

The results of the seminar will also be used as a background to stimulate ideas and exchange experience for the participants in the next regional Conversations on the prevention of violent extremism.

General Rapporteur: Dr Christian E. POUT, President, African Centre for Economic and Strategic Studies – CEIDES (Cameroon)

Editing: Centre de Hautes Etudes de Défense et de Sécurité – CHEDS (Sénégal) Editin : Centre for Higher Defense and Security Studies – CHEDS (Senegal)

10.11.2017

Program

Sunday 8 October 2017

18.00 - 19.00 Arrival of participants

Briefing session with organizers, panelists, chairmen and rapporteurs of plenaries and working groups

20.00 For visiting guests: Dinner at the hotel

Monday 9 October 2017

8.30 - 9.00 WELCOME-SETTLEMENT

9.00 - 9.30 OPENING CEREMONY

Major General Paul NDIAYE, Executive Director, Centre for Higher Defense and Security Studies (CHEDS), Senegal Ambassador Marion WEICHELT, Ambassador of Switzerland to Senegal Dr Augustin TINE, Minister of Armed Forces, Republic of Senegal

**9.30 - 10.00 Group photo
Media briefing**

10.00 - 10.30 Coffee break

**10.30 - 12.00 PLENARY 1
*Preventing violent extremism in Africa : update and concepts***

The objective of this plenary is to have an update on the security situation and relevant responses and to understand the concepts of human security and prevention of violent extremism.

Chairman: Major General Paul NDIAYE, Executive Director, Centre for Higher Defense and Security Studies (CHEDS), Senegal

Panelists:

Larry GBEVLO LARTEY, Executive Director, African Centre for Studies and Research on Terrorism

Rémie FOTUE KAMNE, Director, Chad Centre for Strategic-Studies (CTES), Chad

Kouider ZERROUK, Chief of Communication and Public Information, United Nations Regional Office for West Africa and the Sahel - UNOWAS

Colonel Mohamed ABOU TARKA, President, High Authority for Peace Consolidation (HACP), Niger

Amb. Jean-Daniel BIELER, Special Advisor, Human Security Division , Federal Foreign Affairs Department (DFAE), Switzerland

Discussion

Program

Christian POUT, general rapporteur

12.00 - 13.30

PLENARY 2

Defense and Security Forces (DSF) and civilian stakeholders in the prevention of violent extremism in Africa : practices, challenges and opportunities

The objective of this plenary is to take stock of concrete examples of involvement of the Defense and Security Forces and of civilian stakeholders in the prevention of violent extremism. It will also make an assessment of the obstacles met, challenges to face and opportunities to seize.

Chairman:

Super intendant Mohamed DENNA, Regional Coordinator of the Cooperation Platform for Security, G5 Sahel

Panelists:

Sandy AFRICA, Deputy Director, Sub-Saharan Africa Division, Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF), Suisse.

Colonel Ousmane TRAORE, Governor of the Eastern Region, Burkina Faso
Police Captain Chefou ABDOU, Chief of Anti-terrorist intelligence Division, National Police, Niger.

Mohamed ANACKO, President of the Agadez Regional Counsel, Niger
Lori Anne THEROUX-BENONI, Director, ISS Dakar.

Discussion

Rapporteur :

Christian POUT, general rapporteur

Lunch break

14.30 - 16.30

WORKING GROUPS

Preventing violent extremism in Africa: inward analysis by each stakeholder of his role and action

This first working group should clarify the meaning of the prevention of violent extremism and the role that each stakeholder views as his. Three (03) working groups are set up with a mix of participants from the Defense and Security Forces, civil society organizations and regional institutions. Each group has a facilitator and a rapporteur. The discussions are interactive; Each group will come up with 3 to 5 concrete recommendations on the role of each stakeholder in prevention.

Group 1

Chairman/facilitator GT.1 : El Hadj Alioune SAMBA
Major General (ret.), former Ambassador

Program

*Rapporteur GT.1 : Abdoulaye MAIGA
Program Officer and analyst, Early Warning Directorate, ECOWAS
Participants : (to be specified at the meeting)*

Group 2

*Chairman/facilitator GT.2 : Colonel Idriss Haggag MAHAMAT
Cabinet Director Ministry of Defense, Chad*

*Rapporteur GT.2 : Selly BA
Researcher, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), Senegal
Participants : (to be specified at the meeting)*

Group 3

*Chairman/facilitator GT.3 : Godefroy BARANDAGIYE
Special Assistant to the African Union High Representative for Mali
& the Sahel (MISAHEL)*

*Rapporteur GT.3 : Zipporah NDIONE
Coordinator, Young Women's Network for Peace, Senegal
Participants : (to be specified at the meeting)*

16.30 - 17.00

Coffee break

17.30 - 18.00

FEEDBACK BY WORKING GROUPS IN PLENARY

Presentation of the conclusions of the working groups by the facilitators and/or rapporteurs followed by a discussion.

20.00

For visiting guests : Dinner at the hotel

Tuesday 10 Octobre 2017

08.30 - 09.00

RECAP OF PREVIOUS DAY DISCUSSIONS/ PRESENTATION OF THE DAY'S AGENDA

09.00 - 10.30

PLENARY 3

Preventing violent extremism: what synergy of actions in Africa?

Preventing violent extremism requires building a new form of governance and creating bridges between stakeholders who do not usually work together. The objective of this plenary is to propose interventions for this set of stakeholders using as a basis the common understanding of stakes as well as a strategic collaboration and partnership.

Chairman:

*Abdoulaye MOHAMADOU, Deputy Executive Secretary,
Conseil de l'Entente*

Program

Panelists:

Lieutenant-colonel Famouké CAMARA, Instructor, Alioune Blondin Beye Peacekeeping School (EMP), Mali

Dr. Godwin R. MURUNGA, Executive Secretary, CODESRIA

Mathurin HOUNGNIKPO, Expert in civilian-military relations, Secretariat of the National Security Council (S-CNS), Côte d'Ivoire

Hajiya Hamsatou ALLAMIN, Director, Nigeria stability and reconciliation program (NSRP), Nigeria

Discussion

Christian POUT, rapporteur général

10.30 - 11.00

Coffee break

11.00 - 13.00

WORKING GROUP

What are the shared governance mechanisms for the prevention of violent extremism?

Participants exchange views on the following issues in the working groups: What avenues are open for dialogue between Defense and Security Forces, civil society organizations and regional institutions for the prevention of violent extremism? How to maintain exchange at different levels? How to disseminate such a mechanism? Three (03) working groups are set up with a mix of participants from the Defense and Security Forces, civil society organizations and regional institutions. Each working group has a facilitator and a rapporteur. The discussions are interactive. Each group will come up with 3 to 5 concrete recommendations on the theme of interaction between stakeholders.

Group 4

Chairm/facilitator GT.4 : Ifeoma Ojemeni OKALI Former Lead Counsel (Prosecutions), United Nations International Criminal Tribunal for Rwanda

*Rapporteur GT.4 : Almamy KAMARA Military advisor, UNOWAS
Participants GT.4 : (to be specified at the meeting)*

Group 5

*Chairman/facilitator GT.5 Colonel Hypolithe Jean NDOUGOU
Deputy Executive Secretary Lake Chad Basin Commission / Joint Multinational Force (CBLC-FMM)*

*Rapporteur GT.5 : Kiswendsida Noëlie KOURAOGO Blogger, Burkina Faso
Participants GT.5 : (to be specified at the meeting)*

Program

Group 6

*Chairman/facilitator GT.6 : BOUARE Bintou Founé SAMAKE
President, Women in law and development in Africa – WILDAF / Mali*

*Rapporteur GT.6 : Mamadou BEYE Researcher, Higher Institute of Management, Université Cheikh Anta Diop, Dakar (UCAD), Senegal
Participants GT.6 : (to be specified at the meeting)*

13.00 - 14.30	Lunch break
14 .30 - 16.00	FEEDBACK FROM WORKING GROUPS IN PLENARY <i>Presentation of the conclusions of working groups by the facilitators and/or rapporteurs followed by a discussion.</i>
16.00 - 16.15	Coffee break
16.15 - 17.00	CLOSING SESSION
	General report
	<i>Christian POUT, President, African Centre of International Studies, Diplomacy and Economic Strategies (CEIDES), Cameroun Salient points of the debates, recommendations</i>
	<i>Statements by the organisers</i>
	<i>Carol MOTTET, Senior Advisor, Human Security Division, Federal Foreign Affairs Department (DFAE), Switzerland</i>
	<i>Major General Paul NDIAYE, Executive Director, Centre for Higher Defense and Security Studies (CHEDS), Senegal</i>
18.30	COCKTAIL

General Rapporteur: Dr. Christian E. POUT, President, African Center International, Diplomatic Economic and Strategic Studies - CEIDES (Cameroon)

Editing: Center for Advanced Defense and Security Studies - CHEDS (Senegal)



Boulevard de la Défense x Port Street
Tél: +221 33 822 91 67 / Fax : +221 33 822 91 65

www.cheds.gouv.sn